

QUESTIONNAIRE

FORMULAIRE DUE DILIGENCE SOCIÉTÉ TIERCE

L'information fournie dans ce questionnaire sera utilisée par et pour le compte de SNCF, pour effectuer l'évaluation préalable requise par les lois internationales ou nationales applicables relatives à la corruption.

Ce questionnaire doit être complété par tout tiers potentiel de l'entreprise avant la conclusion d'un quelconque accord avec SNCF et par tout partenaire et remis au contact opérationnel SNCF à l'origine de sa transmission.

DÉFINITIONS

- Par « **SNCF** », on entend SNCF SA ou l'une de ses filiales ou sociétés contrôlées en France et à l'étranger.
- Par « **Corruption** », on entend l'agissement par lequel une personne investie d'une fonction déterminée, publique ou privée, sollicite ou accepte un don, une offre ou une promesse en vue d'accomplir, retarder ou omettre d'accomplir un acte entrant, d'une façon directe ou indirecte, dans le cadre de ses fonctions. La corruption implique la violation, par le coupable, des devoirs de sa charge. La corruption peut être active ou passive, directe ou indirecte.
- Par « **Agent public** », on entend :
 - ✓ toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire d'un État ou d'une entité supranationale, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou temporaire, qu'elle soit rémunérée ou non rémunérée, et quel que soit son niveau hiérarchique,
 - ✓ toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, tels que ces termes sont définis dans le droit interne de l'État,
 - ✓ toute autre personne définie comme « agent public » dans le droit interne de l'État.

Le terme « Agent public » s'applique également aux représentants officiels de partis politiques, candidats à des fonctions officielles, ainsi que les personnes directement liées à l'Agent public.

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ

1. Dénomination légale de l'entité ou nom de la personne physique :
2. Adresse :
3. Téléphone :
4. Capital ou parts sociales :
5. Numéro d'enregistrement (Immatriculation au RCS) :
6. Numéro de TVA ou de Code Fiscal :
7. Date et lieu d'enregistrement :
8. Nombre d'employés :
9. Web site :
10. Contact (nom, titre, e-mail, téléphone) :

NB : Si la Société est en cours de création ou d'immatriculation, compléter uniquement les points 1. 2. 3. 9. 10. Et cochez la case ci-après : ☐

ÉQUIPE DIRIGEANTE

Si la Société est en cours de création, cochez la case suivante ☐ et répondez uniquement aux points 3. et 4.

Sinon, complétez tous les points suivants :

1. Membres du Conseil d'administration ou équivalent (nom / titre / nationalité / date de naissance) :

2. Dirigeants de l'entité (nom / titre / nationalité / date de naissance) :
3. Existe-t-il un contrat direct ou indirect, présent ou passé entre l'un des dirigeants ou représentants de l'entreprise ou un membre de sa famille et SNCF ?
- a. ☐ Oui ☐ Non
- b. Si oui, veuillez préciser la/les personne(s), l'entreprise et la fonction occupée :
4. Existe-t-il un risque de conflit d'intérêt entre l'un de vos représentants et un agent SNCF ?
- a. ☐ Oui ☐ Non
- b. Si oui, veuillez préciser la/les personne(s), l'entreprise et la fonction occupée :

ACTIONNARIAT OU PARTS SOCIALES

1. Indiquer la composition des participations dans l'entreprise (personnes physiques et/ou morales) en précisant le bénéficiaire effectif ¹ultime (personne physique).

Si la société est cotée en bourse, identifier également les détenteurs de 5 % et plus des actions : nom / nationalité / % de participation.

2. Votre maison mère ou une de vos filiales contrôlées a-t-elle été condamnée pour des faits de corruptions dans les 5 dernières années ?

¹Le bénéficiaire effectif d'une société est défini comme "la ou les personnes physiques qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société ou exercent, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale des associés

Si oui, indiquer la Société mise en cause (raison sociale, numéro de SIRET,...) et décrivez le(s) fait(s).

ACTIVITÉS ENVISAGÉES

1. Les activités nécessitent-elles un enregistrement, une autorisation ou un agrément préalable à la réalisation des activités ?

Oui ☐

Non ☐

Si oui, fournir copie de cet enregistrement, autorisation ou agrément et en indiquer la nature ci-dessous.

2. Indiquer le nom et l'adresse de la banque qui recevra les paiements liés au contrat (si la société est en cours de création, préciser que le compte n'est pas encore ouvert)

NB : Pour les paiements effectués par votre entreprise à SNCF : le compte bancaire doit être ouvert au nom de la société avec laquelle SNCF contracte et les coordonnées bancaires préalablement communiquées à SNCF pour acceptation préalable.

ÉTHIQUE

Votre société dépasse-t-elle les seuils pour la loi Sapin 2 (plus de 500 salariés et plus de 100M€ de Chiffre d'affaires)²

Oui ☐

Non ☐

1. Votre entreprise dispose-t-elle de codes, procédures ou politiques en lien avec l'éthique des affaires, le respect des conventions internationales et des lois anti-

² Pour rappel, la loi n° 2016-1691, dite Sapin II, datant du 9 décembre 2016, est relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation économique.

La loi Sapin II s'applique aux entreprises françaises de plus de 500 salariés et réalisant un chiffre d'affaire supérieur à 100 millions d'euros. Elle concerne aussi toutes les sociétés appartenant à un groupe dont la maison-mère a son siège social en France et remplissant les critères susmentionnés.

corruption, les cadeaux et invitations ? Dans l'affirmative, veuillez les faire figurer en annexe ou indiquer un lien hypertexte permettant d'y avoir accès. (optionnel si votre société ne dépasse pas les seuils précédemment mentionnés, néanmoins il est fortement recommandé d'insérer a minima des clauses anticorruptions dans votre code de conduite)

Oui ☐

Non ☐

2. Vos employés ont-ils été formés à la prévention, la détection et la lutte contre la corruption ?

Oui ☐

Non ☐

3. Votre entreprise ou l'une de ses sociétés affiliées, un dirigeant ou un représentant actuel ou passé, ont-ils fait l'objet d'une suspension d'activité commerciale, d'une enquête ou d'une condamnation pour des actes criminels, fraude, corruption, violation de sanctions économiques, blanchiment d'argent ou fraude / évasion fiscale et plus généralement pour atteinte à la probité au cours de ces cinq dernières années ?

Oui ☐

Non ☐

Si oui, veuillez détailler en précisant les actions correctives ayant été menées.

4. Information complémentaire que vous jugeriez utile de préciser dans le cadre de la coopération envisagée.

Le signataire certifie que les informations figurant ci-dessus sont précises, actuelles et complètes, ne contiennent pas de fausses déclarations et n'omettent pas un fait matériel dont l'absence pourrait rendre inexacts les réponses au présent questionnaire. Le signataire est autorisé à certifier pour le compte de l'entreprise que les éléments fournis sont exacts.

La réponse à ces questions est obligatoire pour permettre l'évaluation de la possible collaboration entre l'entreprise et SNCF.

Pendant la durée du contrat envisagé avec SNCF, le signataire s'engage à prévenir SNCF dans les meilleurs délais de toute modification matérielle des informations fournies ici.

Les informations reçues dans le cadre de ce questionnaire sont destinées à n'être utilisées que dans le contexte d'un éventuel partenariat afin de permettre à SNCF de décider de contracter ou non avec l'entité objet du présent exercice de Due Diligence.

Le traitement des données collectées se fera dans le respect des lois relatives aux données personnelles. Le signataire du présent questionnaire reconnaît avoir obtenu au préalable le consentement exprès des personnes concernées, si la loi le requiert, pour la transmission de leurs données personnelles et avoir été informé que le traitement de ces données, aux fins de cet exercice de Due Diligence, pourra être effectué par un tiers mandaté par SNCF à cet effet, dans le respect de la réglementation en vigueur et en toute confidentialité.

Date :

Nom et Titre du Représentant Légal ou personne dûment habilitée :

Signature :